



## La conférence de Londres sur l'Afghanistan : l'occupation pendant des années encore

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 02 février 2010

[WSWS](#) 2 février 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

La conférence de Londres sur l'Afghanistan a établi un plan d'occupation militaire de ce pays pour un minimum de cinq ans à venir, quinze ans si l'on en croit le président afghan Hamid Karzaï.

Disparue l'affirmation du président Barack Obama que le retrait des troupes américaines commencerait en 2011 ; celui-ci a été remplacé par un transfert de responsabilités région par région qui prendra plusieurs années et sera dicté par « les conditions sur le terrain » laissées à l'appréciation des militaires.

On prévoit un effort concerté pour incorporer divers seigneurs de guerre afghans, présentement associés à l'insurrection talibane, dans un gouvernement où ils se partageraient le pouvoir avec Karzaï et pour séparer de l'insurrection 12.000 combattants afghans au moins, en utilisant une caisse noire de plus de 650 millions de dollars alimentée par les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et d'autres pays — dont seuls 147 millions ont fait l'objet d'un engagement ferme. Il y aura une offensive militaire de grande envergure afin de « convaincre » les talibans qu'aucune résistance ne sera acceptée.

Le premier ministre britannique Gordon Brown a déclaré à propos de cette caisse noire internationale que son but était de « fournir une alternative économique à ceux qui n'avaient d'autre [alternative] » que la participation à l'insurrection.

Le président afghan Karzaï dit que « pour faire de [ce] programme un succès, nous espérons que Sa Majesté le Roi [Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud](#) d'Arabie Saoudite voudra bien jouer un rôle de premier plan afin de guider et d'assister le processus de paix ». S'adressant à « tous nos voisins, en particulier le Pakistan », il plaida pour un « soutien de nos efforts de paix et de réconciliation ».

Karzaï parla aussi de l'établissement d'un Conseil national pour la paix, la réconciliation et la réintégration qui serait suivi d'une « jirga de la paix » une assemblée des anciens, le roi Abdullah jouant un rôle de premier plan dans ces plans.

Cette politique s'adresse principalement à divers seigneurs de guerre auxquels on offrira des postes au gouvernement. Le cynisme de ce plan est peu ordinaire étant donné que la guerre contre l'Afghanistan fut commencée en 2001 avec le prétexte qu'il fallait renverser le régime taliban parce qu'il protégeait Ben Laden et entretenait des rapports avec al-Qaïda.

On fait à peine encore mention de Ben Laden, les Etats-Unis ayant été en négociations directes avec Mollah Mohammad Omar et d'autres représentant des talibans — des éléments que le secrétaire américain à la Défense décrit maintenant comme faisant partie du « tissu politique » de l'Afghanistan.

Le général Stanley McChrystal, le commandant en chef des opérations en Afghanistan, a dit au *Financial Times* avant la conférence « je crois que n'importe quel Afghan peut jouer un rôle s'il se concentre sur l'avenir et non pas sur le passé ». Les noms de cinq anciens hauts responsables des talibans ont déjà été retirés de la liste de sanctions de l'ONU afin de faciliter ces manoeuvres.

L'objectif à long terme est de consolider la transformation de l'Afghanistan en un protectorat sous contrôle des Etats-Unis et gouverné à l'aide d'un régime satellite de partage du pouvoir. A plus court terme cependant, on mettra l'accent sur l'offensive dirigée par les Etats-Unis et qui s'appuiera sur les 110.000 soldats qui resteront stationnés en Afghanistan après la « poussée » militaire d'Obama. Brown dit lui, sous forme de menace que « pour les insurgés qui refusent d'accepter les conditions de la réintégration, nous n'auront pas d'autre choix que celui de les poursuivre militairement ».

Le major général Nick Carter qui commande les 45.000 soldats de l'OTAN dans la province de Helmand a annoncé qu'une grande offensive allait être lancée pour « affermir le contrôle » du gouvernement afghan dans les régions actuellement contrôlées par les talibans. L'opération comportera une partie des 10.000 soldats britanniques de la province de Helmand et 13.000 marines américains nouvellement arrivés dans le pays.

Un diplomate londonien resté anonyme a décrit cela comme la tactique de la « carotte et du bâton ». Selon son explication, « il y aura sur le terrain jusqu'à 40.000 soldats de plus cette année et ils rendront la vie dure aux talibans. La carotte c'est de l'argent et une place dans la structure du pouvoir en Afghanistan ». En vérité c'est aux seigneurs de guerre qu'on offre la « carotte » ; le bâton lui, sera administré tant aux insurgés qu'aux civils afghans.

On considère que l'effort visant à démoraliser les talibans et d'en incorporer une partie dans le gouvernement prendra au moins trois ans, les forces afghanes ne devenant « responsables de la sécurité physique que dans cinq ans ». Mais même dans cette éventualité Brown refusa de donner un calendrier pour le retrait des troupes, insistant au contraire pour dire que pour que « la sécurité soit assurée par les Afghans dans les provinces où nous opérons » il fallait que les conditions soient remplies.

McChrystal dit aussi au *Financial Times* « je pense que ce sera plutôt déterminé par les conditions, il y aura un accord sur certaines conditions qui détermineront les transitions ». Dans une interview donnée à la BBC avant la conférence, Karzaï était encore moins optimiste et déclarait : « Pour ce qui est de la formation et de l'équipement des forces de sécurité afghanes, cinq à dix ans suffiraient. Pour ce qui est de le faire de façon durable... la période s'allonge de 10 à 15 ans. »

La conférence de Londres montre que les plus importantes puissances mondiales sont anxieuses de faire voir qu'elles sont prêtes à apporter leur soutien à l'intervention américaine. Malgré les inquiétudes grandissantes quant au fait que l'occupation devient un bourbier, engloutissant troupes et argent, personne ne veut provoquer l'ire de Washington ou être exclu de la possibilité d'établir sa propre influence dans les régions stratégiques riches en pétrole et en gaz naturel voisines de l'Afghanistan.

Plus de soixante nations étaient présentes à la conférence ainsi que des représentants de l'OTAN, des Nations unies, de l'Union européenne et de la Banque mondiale.

Brown se vanta de ce que plus de 8.000 soldats de l'OTAN supplémentaires ont été affectés à l'Afghanistan depuis qu'Obama a annoncé la « poussée » militaire américaine l'année dernière. Quatre autres pays ont rejoint l'ISAF (International Security Assistance Force), l'Arménie, la Mongolie, le Monténégro et la Corée du Sud qui ne sont pas membres de l'OTAN. Ils ont promis l'envoi de près de 800 soldats supplémentaires au total, la majorité d'entre eux provenant de la Corée du Sud. Cela signifie qu'il y a maintenant 47 pays présents en Afghanistan. L'Allemagne a, quant à elle, promis l'envoi de cinq cents soldats supplémentaires la veille de la conférence.

Rien de tout cela ne contrebalance à long terme les problèmes auxquels font face les Etats-Unis en Afghanistan. Washington demeure, pour une bonne partie, dépendante de Karzaï dont le régime corrompu est très impopulaire et qui ne reste au pouvoir que grâce la fraude électorale avalisée par l'Occident.

Les talibans sont loin de perdre de façon démontrable la bataille militaire et sont loin d'accepter un rôle de chargés de mission des Etats-Unis. Une déclaration des talibans dénonça la conférence de Londres comme « une perte de temps » dont l'objectif était de justifier l'occupation étrangère du pays. Elle disait que « les récentes attaques de Kaboul étaient en fait le message adressé à la conférence de Londres que les talibans ne sont pas prêts à négocier et ne désirent pas établir un régime de collaboration avec ceux qui portent la marque des esclaves de l'occupant. »

Parmi les puissances régionales, l'Iran qui fait face à des menaces de plus en plus nombreuses de la part de Washington, n'a pas assisté à la conférence. Elle a dénoncé celle-ci parce qu'elle se concentrait sur une action militaire de plus en plus importante en Afghanistan. Le Pakistan, lui, était présent, mais son service secret ISI est lié aux talibans et Islamabad est, elle aussi, confrontée à l'hostilité grandissante de Washington.

Avant la conférence, le *New York Times* a publié deux mémoires confidentiels de Karl Eikenberry, l'ambassadeur américain à Kaboul, passant un verdict cinglant sur la situation de l'Amérique en Afghanistan. Eikenberry qui est lieutenant général en retraite de l'armée américaine a été en poste trois ans en Afghanistan et fut, en 2002-2003, responsable de la reconstruction des forces de sécurité afghanes. Puis il a été pendant un an et demi (2005-2007) commandant des forces américaines dans le pays.

En novembre dernier, argumentant contre la proposition d'une poussée militaire faite par McChrystal, Eikenberry avait averti de ce que le déploiement de vastes renforts américains coûterait des dizaines de milliards de dollars et renforcerait la dépendance du gouvernement Karzaï vis-à-vis des Etats-Unis, rendant « difficile, pour ne pas dire impossible, le retour de nos hommes au pays selon un calendrier raisonnable ».

Il décrivit Karzaï comme « un partenaire stratégique inadéquat » qui était incapable de prendre la responsabilité et d'exercer la souveraineté. « Lui et une grande partie de son cercle ne veulent pas que les Etats-Unis quittent le pays et ne sont que trop heureux de nous voir y investir davantage » écrit-il. « Ils partent du fait que nous convoitons leur pays pour une guerre sans fin « contre la terreur » et pour les bases militaires à utiliser contre les puissances entourant le pays ».

De façon révélatrice, il avertit de ce que « le Pakistan restera la source la plus importante d'instabilité en Afghanistan tant que demeureront les sanctuaires de la frontière ». Et il ajouta : « au moment où nous envisageons d'augmenter fortement notre présence en Afghanistan, une meilleure réponse à nos difficultés pourrait bien être d'augmenter par degré notre engagement au Pakistan », soulevant la nette possibilité d'une extension des hostilités militaires.

Les facteurs les plus dangereux menaçant les plans d'Obama, Brown et consorts sont la vaste opposition à l'occupation dans la population afghane et l'impopularité massive de la guerre dans la population travaillante aux Etats-Unis et en Europe.

Article original, WSWS, publié le 29 janvier 2010

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Chris Marsden](#), [WSWS](#), 2010

---

Articles Par : [Chris Marsden](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)